

Communiqué : Le ministre de l'agriculture doit entendre la voix des paysan·nes et des personnels de l'enseignement agricole public !

A l'appel de l'intersyndicale régionale de l'Enseignement Agricole Public Elan Commun-FO EA et de la Confédération Paysanne, avec l'appui de CGT, SUD et FSU 31, une cinquantaine de manifestant·es s'est rassemblée à Toulouse-Auzeville le lundi 17 avril 2023 devant l'ENSFEA où se tenait la réunion plénière de restitution des travaux de concertation régionale pour l'élaboration du Pacte et la loi d'orientation agricole (PLOAA). Face au Ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, Marc Fesneau, présent pour l'occasion, il s'agissait de rappeler l'urgence d'une politique ambitieuse en matière de renouvellement des agriculteur·trices, de formation professionnelle et d'enseignement agricoles publics, et de dénoncer l'inaction climatique du gouvernement.

Une opération de tractage, très bien accueillie par la population, a été organisée au rond-point de Ramonville-Sud en début d'après-midi. L'arrivée du ministre vers 15h a été largement perturbée par un comité d'accueil militant et bruyant. Des banderoles avaient été déployées le matin même sur le complexe d'Auzeville rappelant les revendications (« Plus d'agriculteurs, moins de pesticides », « Cherchons un ministre de l'agroécologie », « Des moyens pour l'enseignement agricole public », etc.), le chant « On est là » s'est fait entendre lorsque le ministre est descendu du véhicule. Les représentant·es de la Confédération Paysanne d'Occitanie ont assisté à la réunion plénière de restitution des travaux de concertation régionale pour l'élaboration du Pacte et de la loi d'orientation et d'avenir agricoles. Ces agriculteur·rices ont pu prendre la parole pour dire qu'il est enfin temps que les instances agricoles s'emparent des thèmes présentés lors de cette réunion (souveraineté alimentaire et Agro-écologie), sujets défendus depuis des décennies par la Confédération Paysanne. La Confédération Paysanne a également alerté sur le risque du développement de l'agrivoltaïsme au détriment de l'installation de nouvelles et nouveaux paysan·nes (augmentation du prix du foncier, rentes, concurrence avec les fournisseurs d'énergies et investisseurs pour l'accès au foncier). Il a également été rappelé le risque de détourner des cultures à usages alimentaires pour faire fonctionner des méthaniseurs.

Une délégation de l'intersyndicale de l'EAP a été reçue en fin d'après-midi par la conseillère du ministre pour évoquer la situation de l'Enseignement Agricole Public. Plusieurs thèmes ont été abordés : moyens pour l'enseignement agricole public, concurrence public/privé, nécessité d'adapter les contenus de formation à la nécessaire transition écologique, semestrialisation et avenir des BTSA, la formation des professeur·es stagiaires de l'Enseignement agricole public, conditions d'emploi des personnels des CFAA et CFPPA... la conseillère du ministre a entendu les revendications mais sans y apporter de réponse.

En parallèle, une délégation de représentant·es syndicales·aux agricoles régionales·aux, dont la Confédération Paysanne, a été reçue en audience commune par le Ministre de l'Agriculture et un de ses conseillers. Plusieurs sujets ont été abordés : la Politique Agricole Commune, l'accès à l'eau, l'agriculture biologique, l'installation, le projet (anachronique et inutile) de l'Autoroute Castres/Toulouse.

Face aux enjeux sociaux, climatiques et environnementaux, la loi d'Orientation et d'Avenir Agricole doit être à la hauteur ! Nous continuerons la lutte pour sortir de l'impasse et impulser les changements nécessaires.

Cette journée fut également l'occasion pour les manifestant·es de réaffirmer leur opposition à la réforme des retraites passée au forceps grâce au 49.3 et promulguée de manière expresse par le Président de la République.

N'en déplaise, sur tous ces sujets, on sera toujours là !

Toulouse, le 18 avril 2023